



Le journal de la section 25

rédigé par les militants non permanents.

Sommaire :

- NRP : nouveau réseau de proximité ?
- Compte rendu des CTL NRP
- Accueil du public au SIP de Chamars

NRP : NOUVEAU RÉSEAU DE PROXIMITÉ ?

La preuve par l'image.



Désolé, sur décision de notre direction, la trésorerie est fermée. Mais, on se rapproche de vous. Donc :

- Pour tout paiement, rendez-vous au bureau de tabac de Pouilley les vignes !

- Pour tout renseignement, rendez-vous à la Maison France Service de ... Pouilley les Vignes, qui ouvrira ... prochainement et où un agent des Finances Publiques vous accueillera, surtout va bien, une 1/2 journée par semaine.

- Pour de vrais renseignements, Rendez-vous à Besançon. Ah oui là on ne se rapproche pas !!! Quelqu'un vous aurait menti ???

COMPTE RENDU DES CTL NRP DES 27/11 ET 8/12/2020

Pour rappel le NRP c'est quoi ?

- Le transfert au 01/01/2021 du recouvrement de l'impôt des trésoreries mixtes de Baume-les-Dames, de L'Isle-sur-le-Doubs, de Maiche, d'Ornans, de Pouilley-les-Vignes, de Saint-Vit Boussières et de Valdahon vers les Services de Impôts des particuliers (SIP) de Besançon, Montbéliard et Morteau,

- La création au 01/01/2021 des Services de Gestion Comptable (SGC) de Besançon, et d'Ornans puis au 01/09/2021 Valdahon – Baume-les-Dames.

Le SGC de Besançon regroupera l'activité Secteur Public Local (SPL) des trésoreries de Grand Besançon Metropole, Saint Vit, Pouilley les Vignes et une partie de Morre Roulans.

Le SGC d'Ornans regroupera l'activité SPL de la Trésorerie d'Ornans et Quingey (sauf gestion hospitalière).

Le SGC de Valdahon – Baume-les-Dames regroupera l'activité SPL des trésoreries de Valdahon, Baume les Dames et une partie de l'activité des trésoreries de Morre-Roulans, l'Isle/Doubs, Maïche, Montbéliard 2 vallées et Pont de Roide. Le SGC sera situé à Valdahon avec une antenne "pérenne" jusqu'en 2026, à Baume les Dames.

Les postes de comptable des trésoreries concernées par le NRP au 01/01/2021 sont transformés en poste de Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL).

La 2ème vague du NRP (ou plutôt 2ème lame) pour les secteurs de Montbéliard, Pontarlier et Morteau interviendra en 2022.

Bref le NRP c'est le dynamitage des Finances Publiques !

Solidaires Finances Publiques 25 s'est toujours opposé à ce projet. Voici la déclaration liminaire déposée par nos élu.e.s en CTL :

Monsieur le Président,

Nous voici encore devant un énième projet préparé imaginé inventé par des technocrates invisibles condescendants vers nous de leur lignée de notables ou de hauts fonctionnaires endogames, des êtres jamais sortis de leurs bureaux parisiens, londoniens, bruxellois, berlinois, francfortois, comment savoir, qui à longueur d'années nous avalent, à la manière de Cronos se nourrissant de ses enfants, dans des réformes aux mots ronflants, mais nous provoquant à tout coup de sévères et paradoxales indigestions.

Un projet encore, donc, bien enrubanné, pour nous vendre quoi, oui, de la proximité, du conseil aux élus locaux, du nouveau réseau, c'est beau, mais c'est nous vendre bien cher ce que nous possédons déjà et de ce projet volontiers nous nous passerions, citoyens, contribuables, élus, agents... Un projet encore, concocté dans des marmites de power point assaisonnés de slides et tableaux excel d'anglicisme et de pléonasmes, avec lequel nous allons apprendre à mieux faire nos métiers. c'est beau comme du nouvel OMO. Oui certes, mais c'est cher. cher en service public, cher en missions abîmées et bafouées, cher encore en agents non remplacés.

Alors, nous sommes entre nous, de la même maison et il faut nous dire les choses, et ces choses sont que, comme avait dit un Jupiter précédent, notre maison brûle. peut-être ne sentez-vous pas la fumée, mais notre maison brûle et l'huile que vous y jetez pour éteindre le feu n'est pas tout à fait adaptée, déjà nous sommes Jeanne d'arc sur son bûcher, paix à son âme carbonisée.

Alors, nous sommes entre nous, donc, et il faut être honnête et il faut dire les choses, c'est le lieu de le faire, un espace feutré, confiné, bien cadré, jaugé, et bien policé (sans caméra pour la visio et pour l'instant sans drones contrôlés par des sociétés privées, vraiment une drone d'époque!), mais tout de même, être prises et pris pour des idiots, et des idiots, inutiles qui plus est, puisque les fonctionnaires, en dehors de ceux de police, sont inutiles, n'est jamais très plaisant, car il semble à regarder vos réformes et vos décrets que deux catégories se dessinent parmi nous, celles des flous à matraques et boucliers tapant sans discerner sur étudiants et retraités, journalistes et réfugiés ou fonctionnaires de deuxième catégorie en train de manifester, deuxième catégorie, c'est à dire la notre, celle des invisibles non nécessaires dont on peut se passer aussi facilement que du commerce de proximité.

Proximité. Oui, justement, donc. c'est le sujet. Nouveau réseau de Proximité. NRP, MFS, EFS, "vous adorez les acronymes, pas étonnant pour des gens comme vous affamés, vous qui avez les crocs." mais ces crocs nous minent.

Voici donc la nouvelle invention, la nouvelle création, la nouvelle sauce à laquelle ces Cronos affamés en costard cravates vont nous manger. Quel appétit! Alors que voit-on dans ce nouveau projet ?

Pour commencer, bien sûr, des chartes encore des chartes et voici donc les collectivités à nouveau encharmantées par cette pièce montée indigeste, et je signe et je te fais signer, et une photo pour célébrer, et encore et encore, et dans un bonneton je te fais apparaître et disparaître, ce n'est plus une trésorerie, c'est un CFP, ce n'est plus un CFP c'est un, c'est un quoi déjà, on a oublié...et puis bien sûr, deuxième ingrédient nécessaire, celui de la concertation, et donc vous avez concerté, (mais entre nous, ce n'est ni du Mozart, ni du Beethoven), et voici donc les collectivités concertées, aussi, il va s'en dire, à la manière du voyageur imprudent auquel des bandits de grands chemins laissent choisir, en toute concertation, entre la bourse de proximité ou bien la fermeture. Oui, encore et encore, nous voici à nouveau réunis-e-s, vous avez vos haches et nous, comme depuis des années, essayant d'écoquer, de retenir votre bras, sur le même bateau, en train de couler, et rien ne change, toujours vous frappez, seulement le niveau de l'eau. Les capitaines passent les coups de haches restent. Ô combien d'agents, combien de capitaines. Qui sont partis joyeux pour des réformes lointaines, Dans ce morne horizon se sont évanouis ! Combien ont disparu, dure et triste fortune ! à vrai dire beaucoup d'agents mais peu de capitaines.

Nous voici donc réunis pour un énième projet d'amélioration qui va s'empiler sur les précédents, qui déjà nous avaient offerts d'indépassables améliorations et force voies d'eau, et va nous enfoncer encore un peu plus profondément.

Il est domaine dans lequel on ne peut rien vous reprocher, c'est de votre créativité lexicale. Combien de noms déjà de réformes ont-ils été inventés pour ce jeu de massacre dont depuis des années notre administration est la cible ? vous savez parler aux agents, c'est vrai, aux élus, trouver les mots (on l'a dit plus haut) derrière lesquels vos intentions sont savamment escamotées. Mais, à nous directeur deux mots, Ôtez-nous d'un doute? Connaissez-vous bien la DGFIP? franchement, on ne croirait pas et pour être honnête on se sent souvent prises pour des boîtes de conserves dont la mission principale serait de distraire l'ennui et le fanatisme néolibéral de technocrates ou d'agent Smith assis un jour dans les bureaux lambrissés de la république et le lendemain en marche dans ceux d'une banque ou d'une société du CAC 40 ne payant pas d'impôts? mais peut-être sont-ils mal conseillés, mal orientés, car entre hier un Monsieur Cahuzac et aujourd'hui, pour rester dans l'actualité, un député "soupçonné de détournement de fonds publics, fraude fiscale et trafic d'influence passif dans une affaire concernant l'obtention de marchés publics ou de faveurs réglementaires". qui sait? Peut-être est-ce pour cela que: le nombre de contrôles fiscaux diminue et que les résultats financiers, s'écroulent, passant de 16,15 milliards d'euros en 2018 (un résultat déjà en baisse depuis 2015) à 13,86 milliards d'euros en 2019?

Non, il n'est pas agréable pour les agents d'être encore une fois de plus vendus à la découpe par des individus qui n'ont jamais mis les pieds dans un « service de proximité » parce que la proximité qu'en savent-ils, eux qui vivent si éloignés, si indifférents aux préoccupations quotidiennes des agents et des citoyens ? Que savent-ils des services publics et des missions de la DGFIP ces gens qui décident de notre avenir, au-delà d'être pour eux quelque chose qui met des douilles, provoque de la dette, réclame de l'argent magique et veut prendre dans la poche des premiers de cordée un argent qu'ils n'ont pas mérité. Que savent-ils du réseau, en dehors de celui de la 5 G ?

Non, être prises et pris pour des boîtes de conserves de chamboulou, ou pour des idiots et des idiots inutiles, qui plus est, n'est jamais agréable, même si bien des efforts sont faits pour habiller l'entourloupe, la dissimuler derrière des mots pompeux, bien choisis...

Ainsi vous osez souligner le caractère novateur de la démarche, concertée, visant à renforcer les territoires, et à rapprocher l'administration des citoyens.

Vous osez parler de démarche nouvelle ? quand la seule chose nouvelle est le caractère pluriannuel des restructurations parce que qu'il y a-t-il de nouveau à fermer et à regrouper des structures de plein exercice ? ne s'agit-il pas toujours et encore de réduire le réseau? hélas pourquoi s'être appelés DGFIP et non pas 5G?

Vous osez aussi parler de démarche concertée ? mais en connaissez vous le sens? concertation n'est pas imposer et puis dire c'est ici qu'il faut signer. Concertation : action de se mettre d'accord pour agir ensemble, par opposition à une consultation qui implique de recueillir un simple avis.

Et puis, concertation avec qui ? Pas avec les agents et les agents, les consultations d'ampleur organisées par les intersyndicales locales courant 2019 qui ont toutes unanimement rejeté les premiers projets ont-elle été prises en compte ? Pas le moins du monde.

Pas avec les représentants des personnels, car vous nous direz sur quel point vous envisagez de prendre en compte nos remarques et nos propositions, déjà plusieurs fois énoncées. A quel moment vous avez mesuré que

le malaise social général et spécifique à la DGFIP était de nature à rendre compliqué, pour ne pas dire impossible, un dialogue serein ? Faute de répondre à cela, vous avez poursuivi votre œuvre réformatrice, destructrice avant d'être stoppé dans votre élan par la crise sanitaire !

Pas avec les élus locaux. Qu'avez-vous fait des délibérations prises par les conseils municipaux, les conseils communautaires pour s'opposer à la fermeture de leur service de proximité, SIP ou trésorerie ? Alors que le Président de la République s'épanche sur le malaise des élus locaux, malaise que nous avons pu mesurer lors de nos multiples rencontres avec eux, confirmé lors du dernier salon des Maires...

Des délibérations en matière de défense du service public DGFIP qui demeurent lettre morte. N'y a-t-il pas là une violence d'État ? Cet État qui veut faire de la France pour reprendre les termes du docteur en droit Yves Jeanclos dans une récente tribune du Monde, « le premier pays sécuritaire de l'Union européenne » (quelle honte soit dit entre nous) donc Vous annoncez la signature de conventions avec les élus concernés ... mais lesquels? Vous évoquez les engagements de la DGFIP... Mais lesquels ? Vous vous targuez en effet de multiplier les points de contact de proximité. Les cartes fournies étaient édifiantes. Une myriade de nouveaux points apparaît. La lecture des chartes suffit pourtant à se convaincre du caractère biaisé de cette présentation.

La véritable proximité consiste d'abord et avant tout à faire vivre les accueils des services de plein exercice existants... A les renforcer... En cessant de substituer les APRV aux accueils primaires... En mettant non seulement fin aux réductions des horaires d'ouvertures mais en revenant à un accueil physique toute la semaine...c'est d'ailleurs ce que nous disent les collègues sur le terrain, ceux qui sont dans la proximité, la vraie pas celle de papier. nous allons nous permettre de vous en citer quelques uns qui nous semblent mieux connaître que les nébuleux de bercy nos services.

« les contribuables de notre ressort géographique viennent à la trésorerie pour diverses questions, qui ne concernent pas toujours le paiement de l'impôt. La proximité de notre Trésorerie, (également pour les habitants du département voisin) mais également le système d'accueil de Besançon (accueil sur rdv à demander par internet), l'impossibilité de les contacter par téléphone, les problèmes de foncier...combinés à une population vieillissante, non connectée, ... expliquent les déplacements sur notre site.

Sans compter que le paiement au bureau de tabac ne semble pas toujours fonctionner (retour de contribuables). De plus, il n'est pas sûr du tout que la mise en place des MFS permettra de répondre aux questions d'assiette et/ou de recouvrement soulevées par les contribuables : il s'agira uniquement de renvoyer les questions sur les différents sites de Besançon. Cela signifie la fin du service public : beaucoup de contribuables resteront sur le bord de la route, car ils ne veulent ou ne peuvent pas aller sur Besançon !!!!! »

deuxième témoignage

« il y aurait tant de choses à dire sur cette "restructuration territoriale !!" (hélas il s'est arrêté là)

ou

"Évidemment, on ne peut qu'être contre cette réforme. Mais Ce que je reproche le plus à notre direction, c'est d'agir à une rapidité folle. On ne nous laisse aucun temps pour la réflexion, il faut demander un poste sans savoir ce que seront nos futures attributions, sans connaître les tenants et les aboutissants. L'extrême rapidité de cette mise en place en plein Covid génère un stress supplémentaire : toutes les réformes devraient être suspendues en 2020 à cause de la crise sanitaire."

"Dans le travail, on nous demande de préparer un déménagement pour cette fin d'année mais nos supérieurs exigent que le travail soit exécuté aussi rapidement qu'habituellement pour que leurs statistiques soient bonnes (délais de paiement, tx recouvrement, réponse courriel...). La pression est donc redoublée et difficile à vivre au quotidien."

Solidaires Finances Publiques réaffirme donc la nécessité de la présence de la DGFIP sur l'ensemble du territoire au travers de services publics de proximité de plein exercice et s'oppose à la mise en place du NRP. Solidaires Finances Publiques revendique l'arrêt des suppressions d'emplois et l'embauche massive de fonctionnaires dans l'ensemble des services publics.

Vous êtes toujours là ? Certes c'est long. Mais cela retrace toute de même bien la situation dans laquelle notre administration se trouve et ce quels que soient les services !

Après les (pré) liminaires est venu le temps des débats. Ils ont été riches et une nouvelle fois ont démontré avec quel mépris la Direction locale agit.

Sur le plan des emplois, la Direction se targue de ne supprimer aucun emploi dans l'opération NRP. Mais ce qu'elle oublie de dire **c'est qu'en transformant les emplois de comptable en Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL), cette réforme fait disparaître le métier même de comptable et en supprimant de fait leurs emplois, en supprimant les chefs de service des trésoreries, elle augmente les tâches que devront réaliser les agents car les chefs de poste, chefs de service assuraient quotidiennement, du fait des manques d'effectifs, de multiples tâches de gestion courante.**

Tout le monde constate que le volume d'emplois dans les futurs SGC est sous-dimensionné. Tout le monde sauf la direction ! Tout le monde constate que l'on va droit dans le mur. Tout le monde sauf la direction !

Parmi les documents transmis, nous avons hélas pu constater que notre perception de la situation de notre administration est malheureusement confirmée par des intervenants extérieurs indépendants. Nous aimerions parfois nous tromper. Malheureusement nous sommes probablement souvent en deçà de la réalité.

Ainsi,

Sur le plan de l'installation matérielle des agents, l'Inspecteur Santé Sécurité au travail a produit un rapport affligeant pour la direction. Doit-on parler d'incompétence, de légèreté, ou d'excès de zèle pour mener à bien (ou à mal) une réforme dans un contexte ne permettant pas de la réaliser correctement (en plus du fait que rien ne la justifiait) ? Comment savoir, nous ne voulons pas faire de procès de mauvaises intentions. Cependant, si le rapport ne relève pas de problème pour l'installation des agent.e.s aux SGC de Valdahon-Baume et Ornans ainsi qu'au SIP de Besançon, il n'en est pas de même pour le SGC de Besançon. Aucun espace de travail ne respecte la surface minimale recommandée de 10 m² ; dans 1 des 3 services, la surface / agent sera de 6,44 m² ! La sécurité incendie du bâtiment doit être améliorée, les conteneurs poubelles sont stockés à proximité d'une issue de secours Rien que ça !!! Mais depuis quand ce projet est-il dans les tuyaux de la DDFiP 25 ? Depuis quand les équipes de commandement successives réfléchissent-elles à ce projet ? Depuis quand ? En guise de réponse à la problématique de l'exiguïté des locaux, le DDFiP répond : *"on ne peut pas tout avoir !"* Entendez par là que si il faut faire de l'espace pour les bureaux, alors il faut rogner sur la pièce qui sert à la fois de salle de réunion et salle de restauration ! Mais les agents n'ont rien demandé ! Ils n'ont jamais demandé à ce que leurs services ferment. Les agents de la trésorerie de Grand Besançon Métropole n'ont jamais demandé à accueillir dans les locaux des collègues sur la base du NRP ! De qui se moque la direction ?

Sur le plan "humain", la direction ne fait pas mieux. Malheureusement un autre rapport confirme aussi les propos que nous avons tenus dans notre déclaration liminaire et qui pourraient, malheureusement, s'appliquer à l'ensemble des agent.e.s de notre direction. Nous pouvons ainsi y lire qu'une majorité (des agents) regrette la perte du maillage territorial (service rendu aux usagers, notion de service public) et la diminution dans le choix des postes pour d'éventuelles et futures demandes de mutation, que les agents qui exercent dans une trésorerie qui ferme en fin d'année se trouvent contraints d'assurer *des tâches liées au déménagement* sans que par ailleurs leur charge quotidienne de travail (déjà importante en elle-même) n'en soit diminuée pour autant. Situation aggravée souvent par des départs anticipés (mutations au 1er septembre), des absences liées au contexte sanitaire actuel, et les postes non remplacés. Le manque de reconnaissance est illustré par un constat qui revient souvent comme un leitmotiv *« on n'est que des pions, on n'est pas considéré »* (Nous ne sommes pas des pions et eux ne sont certainement pas des Kasparov) Ce manque de considération, ajouté aux conditions dégradées de travail, entraîne fatalement une baisse de motivation, et à cela s'est ajouté avec cette réforme menée à marche forcée ces derniers mois... une communication jugée insuffisante, ou tardive.

Tout va donc bien dans le meilleur des mondes ! Le navire coule, les agents écopent et la direction continue de défoncer la coque à grands coups de hache ! Que vogue la galère!

Les élus Solidaires Finances Publiques 25 (comme l'ensemble des organisations syndicales) ont voté contre le projet NRP lors des CTL des 27/11 et 8/12/2020.

ACCUEIL DU PUBLIC AU SIP DE BESANCON CHAMARS

A l'issue du CTL, en questions diverses car non à l'ordre du jour, les élus Solidaires Finances Publiques 25 ont demandé à la direction une réponse sur la problématique de l'accueil du public au SIP de Besançon.

A l'approche de l'échéance du 15/12 un flux massif de contribuables se présentent aux guichets des Centres des Finances Publiques du département et plus particulièrement à celui du SIP de Besançon. Une file d'attente impressionnante se forme sur le trottoir à l'extérieur du site car en cette période de crise sanitaire, la jauge d'accueil dans les locaux est limitée. L'accueil du public se restreint à l'accueil sur rendez-vous et l'accueil "primaire simple debout". Pour faire face au grand nombre de contribuables, un emploi de vacataire a été recruté pour "filtrer" l'accueil. Le 7/12/2020 peu avant midi, des contribuables ont "envahi" le hall du CFP après qu'il leur ait été dit qu'il ne pourrait pas être reçus. Si cela est condamnable, cela se comprend aussi très bien.

La direction a été informée de la situation et a fait appel à une société privée pour dépêcher un vigile dès le lendemain à l'entrée du site. On ne peut pas reprocher à l'équipe de commandement sa réactivité mais tout comme pour le projet NRP, elle fait là aussi preuve d'amateurisme.

Depuis un grand nombre d'années nous ne cessons pas d'alerter la direction locale sur la problématique de l'accueil et de façon plus générale sur le manque de personnels dans l'ensemble des services. Réagir dans l'urgence en demandant à un vigile de filtrer l'accueil c'est bien, mais prévoir les difficultés en amont c'est mieux !

C'est l'ensemble de la chaîne de travail qu'il faut revoir ! De l'enregistrement des actes à l'assiette de la TF et TH jusqu'au recouvrement de l'impôt ! Ce n'est pas en supprimant 1800 emplois en 2021 et près de 1600 certainement en 2022 que la direction améliorera la situation ! Ce n'est pas en poussant à la dématérialisation que la situation s'améliorera !

La direction locale se contente des meilleurs résultats du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement qui n'a plus que 300 jours de retard ! Depuis longtemps nous dénonçons le manque de personnel affecté au SPFE ! Manque de personnel et application informatique défailante qui provoque de nombreux problèmes dans l'assiette de la TF, de nombreux contentieux, un recouvrement compliqué et au final plus d'accueil physique, téléphonique et e-contact !

La direction voit dans la suppression prochaine de la TH une diminution de l'accueil pour cet impôt. Mais jusqu'à preuve du contraire il y aura toujours autant de travail pour affecter les contribuables dans un local, vérifier les conditions d'exonération et asseoir l'impôt. Sans compter la problématique de la déclaration automatique de l'IR où un grand nombre de contribuables ne signalera pas son changement d'adresse.

Un nouveau CTL est prévu le 16/12/2020 avec comme point à l'ordre du jour "la situation des SIP". N'hésitez pas à nous faire parvenir vos remarques que nous ne manquerons pas de relayer auprès de la direction locale.